

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1442

18 juin 2013

SOMMAIRE

4Needs S.A.	69214	Intercapital S.A.	69209
8a+ SICAV	69211	International Fund Services & Asset Management	69208
Actire	69172	International Packaging Company S.à r.l.	69209
Adjutoris Conseil	69215	International Steel Financial Services S.A.	69209
Amplio Energy S.A.	69210	Itom Investment S.à r.l.	69172
Aulien S.C.A., SICAV-SIF	69216	Mutiara Holdings S.à r.l.	69215
Bugy Capital S.à r.l., SPF	69170	Nikaya SA, SPF	69172
BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SI-CAV-FIS	69180	Pacific Holdings S.à r.l.	69212
Corporate Loan Capital S.A.	69195	PHND S.à r.l.	69212
Côté Cave S.à r.l.	69213	PH Trust S.à r.l.	69212
Equity Experts Sàrl	69191	Rianvest Holding S.A. SPF	69171
FLZ	69207	SAMGD	69170
Fontanarosso S.A.	69194	SKM Krieger S.à r.l.	69216
Forum International Holdings S.à r.l.	69208	Société Générale Life Insurance Broker SA	69171
FRBL022011 S.à r.l.	69208	Strategy Fund	69180
Fundgesco	69194	Sungem Holding S.A.	69210
Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl	69193	Team Protec	69213
Good Flight Sàrl	69194	Timbercreek Real Estate Fund	69213
Grace Bay III Holdings S.à r.l.	69208	TSD IP	69213
GRENADINE Investments S. à r.l.	69194	UBI Management Company S.A.	69214
Harvest I S.à r.l.	69194	Variofin SA	69215
Immobilière de la Ville Haute S.A.	69211	Vleeshouwers GmbH	69216
Immo-Constructions I S.A.	69211	Wattshow S.A.	69216
INA Holdings S.à r.l.	69210	WP Roaming IV S. à r.l.	69180
Intelsat Holdings S.A.	69208	Wycombe S.A.	69214
Intelsat Jackson Holdings S.A.	69209		
Intelsat Operations S.A.	69209		
Intercapital S.A.	69209		

SAMGD, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 164.350.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Pour SAMGD

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Corinne ALEXANDRE / Marc-André BECHET

- / Directeur

Référence de publication: 2013050897/15.

(130061676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Bugy Capital S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 1.047.070,08.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 165.619.

L'an deux mille treize, le seize avril.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

«Madame Sylvia GILIS», née le 13 novembre 1972 à Louvain (Belgique), demeurant 11, Knapzak, B-3210 Lubbeek (Belgique); et,

«Monsieur Vincent Edgard BUSSCHAERT», né le 5 novembre 1964 à Saint-Nicolas (Belgique), demeurant 11, Knapzak, B-3210 Lubbeek (Belgique),

dûment représenté par Monsieur Frédéric MANNIS, employé privé demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de Société à responsabilité limitée «Bugy Capital S.à r.l., SPF», ayant son siège social au 16, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous section B numéro 165.619, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg en date du 16 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 269 du 1^{er} février 2010; et dont les statuts n'ont à ce jour jamais été modifiés (ci-après les «Associés»).

Les Associés, agissant en tant que tel, par la présente adoptent, déclarent et demandent au Notaire d'acter les résolutions écrites suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de cinq cent un mille sept cent vingt et un euros et huit centimes d'euros (EUR 501.721,08) pour le porter de son montant actuel de cinq cent quarante-cinq mille trois cent quarante-neuf euros (EUR 545.349,-) à un million quarante-sept mille soixante-dix euros et huit centimes d'euros (EUR 1.047.070,08), par l'émission de quatre-vingt-douze (92) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cinq mille quatre cent cinquante-trois euros et quarante-neuf centimes d'euros (EUR 5.453,49) chacune et soumises au paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux cent soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-douze centimes d'euros (EUR 265.990,92), à souscrire et à libérer intégralement par un apport en nature consistant en huit (8) lingots d'un kilo (1kg) d'or et deux mille quatre cent quatorze (2.414) pièces de vingt (20) francs Or Napoléon.

Evaluation et Preuve de l'existence de l'apport

Conformément aux dispositions de l'article 26-1 (3bis) de la Loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales telle qu'amendée (ci-après la «Loi»), le conseil de gérance a décidé de renoncer au rapport d'évaluation de l'Apport; la valorisation de l'Apport ayant été effectuée sur base du cours du lingot d'un kilo (1kg) d'Or en vigueur à la bourse de Luxembourg au 15 avril 2013, soit trente-trois mille deux cents euros (EUR 33.200,-) et le cours du vingt (20) francs Or Napoléon à cette même date soit deux cent huit euros (EUR 208,-).

Preuve de l'existence et de l'appartenance de l'Apport a été donnée au notaire soussigné par la production d'un contrat d'apport en nature fait par les comparants.

Souscription et Paiement

Il est décidé d'accepter la souscription de la totalité des quatre-vingt-douze (92) parts sociales nouvelles comme suit:

A) Madame Sylvia GILIS, préqualifiée, déclare souscrire à quarante-trois (43) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cinq mille quatre cent cinquante-trois euros et quarante-neuf centimes d'euros (EUR 5.453,49) chacune.

B) Monsieur Vincent Edgard BUSSCHAERT, préqualifié et représenté tel qu'indiqué précédemment, déclare souscrire à quarante-neuf (49) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cinq mille quatre cent cinquante-trois euros et quarante-neuf centimes d'euros (EUR 5.453,49) chacune.

Les associés déclarent que l'Apport existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital d'un montant de cinq cent un mille sept cent vingt et un euros et huit centimes d'euros (EUR 501.721,08) et au paiement de la prime d'émission d'un montant de deux cent soixante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix euros et quatre-vingt-douze centimes d'euros (EUR 265.990,92), soit un montant total de sept cent soixante-sept mille sept cent douze euros (EUR 767.712,-).

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à un million quarante-sept mille soixante-dix euros et huit centimes d'euros (EUR 1.047.070,08) représenté par cent quatre-vingt-douze (192) parts sociales d'une valeur nominale de cinq mille quatre cent cinquante-trois euros et quarante-neuf centimes d'euros (EUR 5.453,49) chacune, entièrement libérées.

[...]»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille cinquante euros (EUR 2.050,-).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. GILIS, F. MANNIS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 18 avril 2013. Relation: LAC/2013/17953. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013053214/70.

(130065826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Société Générale Life Insurance Broker SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 144.695.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE GENERALE LIFE INSURANCE BROKER S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013050883/12.

(130061833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Rianvest Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 154.311.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Rianvest Holding S.A. SPF

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013050855/11.

(130062224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Actire, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 50.463.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 27 mars 2013

- L'assemblée reconduit les mandats de Mr Emmanuel de Geuser et de Mr Yannick Zigmann pour 3 ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

L'assemblée ratifie la nomination de Mr Christophe Roquette demeurant 3 Place du 8 Mai à Longvilliers, F - 62630 à en tant que nouvel administrateur pour 3 ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

- L'Assemblée reconduit DELOITTE SA en tant que Réviseur d'entreprises de la société, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 qui statuera sur les comptes 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013052400/17.

(130064683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Nikaya SA, SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 136.292.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050783/9.

(130062228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Itom Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 176.771.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteenth, on the ninth day of April.

Before the undersigned Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 46448, here represented by Mr Vincent van den Brink, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the officiating notary to document the following articles of incorporation of a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company (the "Articles"), it deems to incorporate as shareholder or with any person or entity which may become shareholder of this company in the future.

Art. 1. Name. There is hereby formed a "Société à responsabilité limitée", private limited liability company under the name "Itom Investment S.à r.l." (the "Company") governed by the present Articles of incorporation and by current Luxembourg laws, and in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (the "Law"), and the law of September 18th, 1933 and of December 28th, 1992 on "Sociétés à responsabilité limitée".

Art. 2. Object. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 2.

Art. 3. Registered office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office of the Company may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholder(s) deliberating in the manner provided by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 4. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 5. Capital. The capital of the Company is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred Euro) represented by 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares with a nominal value of EUR 0.01 (one Cent) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share of the Company confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

The Company shall have power to redeem its own shares. Such redemption shall be carried out by a unanimous resolution of an extraordinary general meeting of the shareholder(s), representing the entirety of the subscribed capital of the Company.

Art. 7. Management. The Company is managed by one or several managers. In case of plurality of managers, the managers constitute a board of managers composed of two classes of managers (A and B).

The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The managers shall be appointed by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder which determines their powers, their remuneration and the duration of their mandate. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

Art. 8. Representation. The signature of the sole manager shall bind the Company. In the case of plurality of managers, the Company shall be bound at any time by the joint signature of a class A manager together with a class B manager or by the joint signature of two managers B for any engagement under an amount previously determined by the board of managers. The board of managers may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 9. Procedure. In case of plurality of managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Notice can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax or any other electronic means of communication of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

A majority of managers present in person, by proxy or by representative are a quorum, provided that there is one class A manager and one class B manager present.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax or any other electronic means of communication, another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or electronic means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by at least a simple majority of the managers present or represented and composed of at least one vote of each class of managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated in writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or fax, or by phone, teleconferencing or and other suitable telecommunication means.

A written resolution can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman.

Art. 10. Liability of the managers. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 11. General meetings of shareholders. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing another person who need not be shareholder.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholder(s) at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the provisions of the Law.

As a consequence thereof, the sole shareholder takes all decisions that exceed the powers of the board of managers.

Art. 12. Annual general meeting. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually, at the latest within six months after the close of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Art. 13. Financial year. The Company's financial year begins on the 1st January and closes on the 31st December.

Art. 14. Annual accounts. At the end of each financial year, the board of managers will draw up the annual accounts of the Company, which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities.

Each shareholder may inspect annual accounts at the registered office of the Company.

Art. 15. Supervision of the company. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor (commissaire), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment.

At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders.

Where the thresholds of article 35 of the Law of 19 December 2002 on the register of commerce and companies and accounting and annual accounts, as amended, are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Art. 16. Allocation of profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve. This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued capital.

The general meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the Law, that the excess be distributed to the shareholders proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 17. Interim dividends. Notwithstanding the provisions of article 16 of the Articles and subject to the prior approval or ratification by the general meeting of shareholders, the board of managers may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Art. 18. Winding-up - Liquidation. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) may decide the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which will specify their powers and determine their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be allocated to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold.

Art. 19. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Art. 20. Transitory measures. Exceptionally the first financial year shall begin today and end on the 31st day of December 2013.

Subscription and Payment

The one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed by International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about nine hundred euros (EUR 900.-).

Resolutions of the sole associate

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Is appointed as manager for an undetermined duration, Manacor (Luxembourg) S.A., a company having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg trade and companies' register under section B number 9098.

2) The Company shall have its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person represented as stated hereabove, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuvième jour d'avril.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 46448, ici représentée par Monsieur Vincent van den Brink, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis du notaire instrumentaire qu'il dresse comme suit les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme associé ou avec toute personne ou entité qui deviendrait associé de la société par la suite:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est constitué par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Itom Investment S.à r.l.» (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur et en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»), et les lois du 18 septembre 1933 et 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de leur gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles et effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des bien immobiliers.

La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles qui peuvent être ou qui sont conformes aux paragraphes mentionnés ci-dessus dans cet Article.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les conditions requises par les Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou des succursales (permanents ou non) au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou sont imminents, elle pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille mesure temporaire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance de la Société.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros), représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille)) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 0,01 (un cent) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à sa participation au capital social.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social réunis en assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales s'appliqueront.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

La Société pourra procéder au rachat de ses propres parts sociales.

Un tel rachat ne pourra être décidé que par une résolution unanime de l'assemblée générale extraordinaire des associés représentant la totalité du capital souscrit de la Société.

Art. 7. Gérance. La société sera gérée par au moins un gérant. Dans le cas où plus d'un gérant serait nommé, les gérants formeront un conseil de gérance composé au moins d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Les gérants peuvent ne pas être associés.

Les gérants sont désignés par décision de l'assemblée générale des associés délibérant à la majorité simple des voix, ou le cas échéant, par décision de l'associé unique qui détermine l'étendue de leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leur mandat. L'assemblée générale des associés ou le cas échéant, l'associé unique, pourra à tout moment, et ad nutum révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou le cas échéant à l'associé unique, par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Art. 8. Représentation. Dans le cas d'un gérant unique, la seule signature de ce gérant liera la Société. Dans le cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature collective d'un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par la signature conjointe de deux gérants de classe B pour tout engagement inférieur à un montant préalablement déterminé par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, lequel peut ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/ leurs mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 9. Procédure. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisit parmi ses membres un président. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui est responsable de la rédaction du procès-verbal de réunion du conseil de gérance ou pour d'autres fins telles que spécifiées par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un d'entre eux.

Une convocation à une réunion du conseil de gérance devra être adressée à chacun des gérants avant la date fixée pour cette réunion, sauf urgence, dont la nature devra alors figurer dans le procès-verbal de réunion.

Toute convocation devra spécifier l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Convocation peut être adressée à chaque gérant oralement, par écrit, télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié.

Il peut être renoncé à la convocation par consentement écrit, par télécopie ou tout autre moyen électronique de communication approprié de chaque gérant.

La réunion est valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou dûment représentés.

Deux gérants présents en personne, par procuration ou par mandataire forment le quorum, avec au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence, ou tout autre moyen de télécommunication approprié permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre en même temps. Une telle participation à une réunion est réputée équivalente à une participation en personne à une réunion des gérants.

Sauf dispositions contraires des Statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées par majorité simple des gérants, présents ou représentés composée au moins par une voie de chaque catégorie de gérants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produit effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ce cas, les résolutions ou décisions sont expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication approprié.

Une résolution écrite peut être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire de la Société, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 11. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé. Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un tiers qui peut ne pas être associé.

Les résolutions ne sont valablement adoptées en assemblées générales que pour autant qu'elles soient prises par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

En conséquence, l'associé unique prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil de gérance.

Art. 12. Assemblée générale annuelle. Une assemblée générale des associés se réunira annuellement pour l'approbation des comptes annuels, au plus tard dans les six mois de la clôture de l'exercice social, au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Art. 13. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 14. Comptes annuels. A la clôture de chaque exercice social, le conseil de gérance établira les comptes annuels qui contiendront l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 15. Surveillance de la société. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut ne pas être associé.

Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination.

A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés.

Lorsque les seuils fixés par l'article 35 de la loi de 19 Décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés, ainsi que la comptabilité et les comptes annuels, telle que modifiée, seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant par l'associé unique, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseurs peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou le cas échéant de l'associé unique, qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Art. 16. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés peut décider, à la majorité des voix telle que définie par la Loi, de distribuer au titre de dividendes le solde du bénéfice net entre les associés proportionnellement à leurs parts sociales, ou de l'affecter au compte report à nouveau ou à un compte de réserve spéciale.

Art. 17. Dividende intérimaire. Nonobstant les dispositions de l'article seize des Statuts, et sous réserve d'une approbation préalable ou ratification de l'assemblée générale des associés, le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 18. Dissolution - Liquidation. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi, ou le cas échéant l'associé unique peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi que les termes et conditions de celle-ci.

La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, le cas échéant, qui détermine leurs pouvoirs et rémunérations.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation.

Art. 19. Disposition générale. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Art. 20. Disposition transitoire. Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

International Pyramide Holdings (Luxembourg) S.A., prénommée, a souscrit un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ neuf cent euros (EUR 900,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommée gérante pour une durée indéterminée Manacor (Luxembourg) S.A., une société constituée selon les lois de Luxembourg ayant son siège social à 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et de sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 9098.

2) Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, es qualités qu'elle agit, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: V. VAN DEN BRINK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 avril 2013. Relation: DIE/2013/4784. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052723/406.

(130064534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Strategy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 49.023.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour STRATEGY FUND

Référence de publication: 2013050934/12.

(130062122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

WP Roaming IV S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.750.800,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 109.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013051002/12.

(130062154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 176.812.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am fünfzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Paul MEYERS, mit Amtssitz in Rambrouch, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

Universal-Investment-Luxembourg S.A., eine als Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht gegründete Gesellschaft, welche ihren Gesellschaftssitz in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach hat,

hier vertreten durch Herrn Holger Emmel, beruflich niedergelassen in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Munsbach, am 11. April 2013.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die hier erschienene Partei, vertreten wie vorerwähnt und die in ihrer oben genannten Eigenschaft handelt, hat die folgende Satzung für eine Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé») aufgesetzt, von der sie erklärt, dass sie sie gegründet hat:

1. Definitionen.

„Aktien“ bezeichnen die Aktien der Gesellschaft;

„Aktionäre“ bezeichnet die Aktionäre der Gesellschaft;

„Bankarbeitstag“ bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Banken für normale Geschäfte in Luxemburg und Frankfurt am Main geöffnet sind;

„Bewertungstag“ hat die Bezeichnung, welche in Artikel 12 der Satzung Erläuterung findet;

„Depotbank“ bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;

„Emissionsdokument“ bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Anmerkungen

„Gesellschaft“ bezeichnet BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAVFIS;

„Gesetz von 1915“ bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;

„Gesetz von 2007“ bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in der geänderten Fassung vom 26. März 2012, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;

„Nettoinventarwert“ bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 24 der Satzung beschrieben erfolgt;

„Nicht-Qualifizierte Personen“ sind Personen, für welche der Verwaltungsrat nach Maßgabe von Artikel 10 dieser Satzung eine Eigentumsbeschränkung erlassen hat. Natürliche Personen gelten als Nicht-Qualifizierte Personen im Sinne dieser Satzung und des Emissionsdokumentes;

„Sachkundiger Anleger“ bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 als sachkundiger Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

- er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und
- er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
- er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;

„Satzung“ bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;

„Verwaltungsrat“ bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;

„Verwaltungsratsmitglied“ bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

2. Name.

2.1 Hiermit besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital -spezialisierte Investmentfonds («société d'investissement à capital variable -fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen BVK Infrastructure Debt Fund S.A., SICAV-FIS.

2.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung sowie dieser Satzung. Im Falle eines Konflikts zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 gilt vorrangig das Gesetz von 2007.

2.3 Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle eines alleinigen Aktionärs wird die Gesellschaft nicht infolge des Todes, Verlusts der bürgerlichen Ehrenrechte, Insolvenz oder Liquidation des alleinigen Gesellschafters aufgelöst.

2.4 Jeder Hinweis zu den Aktionären meint den alleinigen Aktionär der Gesellschaft, sollte lediglich ein alleiniger Aktionär vorhanden sein.

3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft besteht für eine beschränkte Laufzeit, welche entweder (i) mit der Auszahlung aller Aktien der Gesellschaft oder (ii) mit Ablauf von 99 Jahren ab dem Ersten Closing Datum (wie im Emissionsdokument definiert) endet.

3.2 Die Laufzeit der Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre der Gesellschaft verkürzt oder verlängert werden, sofern der Beschluss in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form erfolgt.

4. Gesellschaftszweck.

4.1 Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens nach dem Grundsatz der Risikomischung und im Einklang mit Artikel 21 der Satzung und den im Emissionsdokument beschriebenen Anlagebeschränkungen.

4.2 Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

5. Sitz.

5.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Schuttringen, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3 Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland

verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

6. Gesellschaftskapital.

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR), ist voll einbezahlt und repräsentiert durch dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) betragen und dieses Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

6.2 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen. Es dürfen höchstens Aktien an 100 Sachkundige Anleger, die nicht natürliche Personen sind, ausgegeben werden.

6.4 Die Gesellschaft besitzt eine eigene Rechtspersönlichkeit.

6.5 Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

7. Form der Aktien.

7.1 Die Gesellschaft wird nur Aktien in Form von Namensaktien ausgeben. Es werden keine Zertifikate ausgestellt.

7.2 Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Aktionärs, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

7.3 Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.4 Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.5 Aktien werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.6 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.7 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, es sei denn, dass sie zusammengekommen eine volle Aktie ergeben; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös.

8. Ausgabe von Aktien allgemein.

8.1 Aktien können nur von maximal 100 Sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 gezeichnet werden, die nicht natürliche Personen sind.

8.2 Die Voraussetzungen und Bedingungen zur Zeichnung von Aktien werden im Emissionsdokument näher ausgeführt. Ungeachtet hiervon, kann der Verwaltungsrat insbesondere:

(a) Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien bestimmen (insbesondere kann der Verwaltungsrat beschließen, dass Aktien nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen ausgegeben werden);

(b) beschließen, dass Aktien nur an juristische Personen oder sonstige juristische Einheiten ausgegeben werden, die einen Zeichnungsvertrag abgeschlossen haben, nach welchem die Zeichner inter alia die Verpflichtung eingehen, Aktien

für einen bestimmten Zeitraum zu einem gewissen Betrag zu zeichnen. Soweit nach Luxemburger Recht zulässig, können Zeichnungsvereinbarungen besondere Klauseln enthalten, die nicht in anderen Zeichnungsvereinbarungen enthalten sind;

(c) Zeichnungsbedingungen festlegen (insbesondere auch, ohne Einschränkung bezüglich der Ausführung solcher Zeichnungsdokumente und der Herausgabe von vom Verwaltungsrat für dienlich erachteten Informationen) sowie einen Mindestzeichnungsbetrag und/oder, einen Mindestzeichnungsbetrag für nachfolgende Zeichnungen bestimmen;

(d) Vorschriften über Zahlungsverzug, Nichterfüllung von Zahlungsverpflichtungen oder Eigentumsbeschränkungen in Bezug auf die Aktien bestimmen;

(e) Eine Zeichnungsgebühr für die Zeichnung von Aktien zu erheben, wobei dem Verwaltungsrat vorbehalten bleibt, ganz oder teilweise auf diese Zeichnungsgebühr zu verzichten;

(f) Das Eigentumsrecht an Aktien auf bestimmte juristische Personen beschränken.

8.3 Aktien werden an den im Emissionsdokument beschriebenen Tagen zu dem Zeichnungspreis, der auf dem Nettoinventarwert beruht, ausgegeben. Die Berechnungsweise und die Häufigkeit der Berechnung ist im Emissionsdokument beschrieben.

8.4 Ein vom Verwaltungsrat bestimmtes und im Emissionsdokument angegebenes Verfahren regelt die zeitliche Folge der Ausgabe von Aktien.

8.5 Die Gesellschaft kann den Aktionären anstatt der Zahlung von ausstehenden Ausschüttungsbeträgen jeweils nach den im Emissionsdokument beschriebenen Verfahren und Bedingungen Aktien ausgeben.

8.6 Der Verwaltungsrat kann jeden seiner Mitglieder, einen Geschäftsführer der Gesellschaft, oder jeden anderen ordnungsgemäßen Vertreter der Gesellschaft dazu ermächtigen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen für neu ausgegebene Aktien zu empfangen sowie die Aktien auszuliefern.

8.7 Die Gesellschaft kann nach ihrem eigenen Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien akzeptieren oder ablehnen.

8.8 Die Gesellschaft kann sich bereit erklären, Aktien gegen Einbringung einer Sacheinlage in Form von Investmentfonds, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten auszugeben, sofern die Investmentfonds, Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte mit den Anlagezielen und Strategien der Gesellschaft im Einklang stehen und nicht gegen Luxemburger Recht verstoßen.

8.9 Die Art und Weise der Zahlung für Zeichnungen wird vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument näher ausgeführt. Aktien werden ausschließlich an Sachkundige Anleger ausgegeben, die keine natürlichen Personen sind.

Verzug eines Anlegers

8.10 Versäumt ein Anleger, innerhalb eines vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitraumes, eine gemäß Zeichnungsvertrag zu erbringende Beteiligung oder andere Zahlung an die Gesellschaft zu leisten (der säumige Anleger), ist die Gesellschaft berechtigt (aber nicht verpflichtet), dem betreffenden säumigen Anleger vom Verwaltungsrat beschlossene und im Emissionsdokument näher beschriebene Strafmaßnahmen aufzuerlegen. Diese Maßnahmen beinhalten insbesondere ohne Einschränkung:

Die Aufforderung des säumigen Anlegers zur Zahlung von Zinsen und Gebühren, die im Zusammenhang mit einer Finanzierung zum Zweck der Erfüllung der Pflichten im Hinblick auf Anlagen bei einem Engpass entstehen, der von dem Anleger, der säumiger Anleger geworden ist, zu verantworten ist;

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen auf diese Maßnahmen verzichten.

8.11 Die vorstehenden und im Emissionsdokument beschriebenen Maßnahmen gelten unbeschadet des Rechts des Verwaltungsrates, sämtliche verfügbaren Rechtsmittel gegen den säumigen Anleger einzusetzen, um sämtliche von dem säumigen Anleger geschuldeten Beträge beizutreiben und etwaige Schadenersatzansprüche (einschließlich in Bezug auf Folgeschäden) gegen diesen geltend zu machen.

9. Rücknahme von Aktien.

9.1 Die Gesellschaft wird grundsätzlich keine Aktien auf Verlangen der Aktionäre zurücknehmen.

9.2 Die Gesellschaft in den nachstehend genannten Fällen inter alia berechtigt, die Rückgabe von Aktien zu verlangen

(a) die von einer Nicht-Qualifizierten Person (im Sinne von Artikel 10 dieser Satzung) gehalten werden;

(b) im Falle der Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 22 dieser Satzung;

(c) in anderen Fällen, im Einklang mit den Bestimmungen der betreffenden Zeichnungsvereinbarung, des Emissionsdokumentes und dieser Satzung;

(d) wenn Aktien von mehr als 100 Aktionären gehalten werden.

9.3 Im Fall einer Rücknahme nach Artikel 9.2 dieser Satzung entspricht der Rücknahmepreis pro Aktie dem Nettoinventarwert der zurückgenommenen Aktie am maßgeblichen Rücknahmetag und wird von der Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre so bald wie möglich ausgezahlt.

10. Eigentumsbeschränkungen.

10.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an den Aktien nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen einzuschränken,

(a) wenn das Eigentum eines Anlegers allein oder zusammen mit dem gleich gelagerten Eigentum anderer Anleger dazu führen würde, dass

(i) der Gesellschaft, auf Grund einer Steuerpflicht, unabhängig vom Zeitpunkt, in dem diese entsteht oder aufgelegt wird, und vom Ort (Luxemburg oder andernorts), Verbindlichkeiten oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen, die ihnen ansonsten nicht entstanden wären;

(ii) die Gesellschaft den Bestimmungen des U.S. Employee Retirement Income Security Act von 1974 in der jeweils geltenden Fassung (ERISA) unterliegen; oder

(iii) die Gesellschaft verpflichtet ist, Aktien nach ausländischem (d. h. nicht Luxemburger) Recht zu registrieren (und zwar insbesondere gemäß dem US Securities Act und dem US Investment Company Act);

(iv) wenn mehr als 100 Anleger Aktien der Gesellschaft halten; oder

(b) wenn das Eigentum zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde, die für die betreffende juristische Person selbst oder für die Gesellschaft gilt, insbesondere des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 und seinen Ausführungen zu Sachkundigen Anlegern (unabhängig davon, ob es sich um luxemburgisches oder ausländisches Recht handelt (und einschließlich Gesetzen und Vorschriften zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung));

(c) wenn der Gesellschaft durch das Aktieneigentum steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären;

(d) wenn der Anleger eine US-Person oder eine im Auftrag oder namens einer US-Person handelnde Person ist.

Die oben genannten juristischen Personen werden vom Verwaltungsrat bestimmt als Nicht-Qualifizierte Personen definiert, natürliche Personen gelten ebenfalls als Nicht-Qualifizierte Personen.

10.2 Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft

(a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Übertragung von Aktien ablehnen, wenn die Eintragung oder Übertragung dazu führen würde, dass der rechtliche oder wirtschaftliche Eigentümer der betreffenden Aktien eine Nicht-Qualifizierte Person wäre; und

(b) jederzeit von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist oder die die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragt, verlangen, der Gesellschaft alle Informationen, gestützt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die die Gesellschaft für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob die Aktien des betreffenden Aktionärs im wirtschaftlichen Eigentum einer Nicht-Qualifizierten Person stehen oder eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht.

10.3 Sollte sich herausstellen, dass ein Anleger der Gesellschaft eine Nicht-Qualifizierte Person ist, ist die Gesellschaft nach eigenem Ermessen berechtigt,

(a) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(b) sämtliche geleisteten Ausschüttungen oder sonstigen auf die Aktien einer Nicht-Qualifizierten Person geleisteten Zahlungen einzubehalten; und/oder

(c) die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft gegenüber den Nachweis zu erbringen, dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist, jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen gemäß des Emissionsdokuments; und/oder

(d) zwangsweise alle von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien zu einem Preis zurückzunehmen, der auf dem zuletzt berechneten Nettoinventarwert basiert, abzüglich einer Strafgebühr, die den der Gesellschaft aufgrund des Aktienbesitzes durch die Nicht-Qualifizierte Person entstehenden Kosten (einschließlich sämtlicher Kosten im Zusammenhang mit der Zwangsrücknahme) entspricht.

11. Übertragung von Aktien.

11.1 Jeder Verkauf, jede Abtretung, jeder Umtausch, jede Verpfändung, Belastung oder sonstige Veräußerung (Übertragung) sämtlicher oder eines Teils der Aktien eines Anlegers bedarf der vorherigen Zustimmung durch den Verwaltungsrat, die nach seinem alleinigen Ermessen erteilt und verweigert werden kann, wobei der Verwaltungsrat die Zustimmung nicht willkürlich verweigern darf.

11.2 Darüber hinaus

(a) ist jede Übertragung ungültig bzw. unwirksam,

(i) die zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift in Luxemburg, oder in einer anderen Rechtsordnung führen würde oder durch die der Gesellschaft andere steuerliche, rechtliche oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen würden, wie jeweils von der Gesellschaft bestimmt;

(ii) die zu einem Verstoß gegen Bestimmungen der Satzung oder dieses Emissionsdokumentes führen würde;

(iii) die zu einer Registrierungspflicht der Gesellschaft als Investmentgesellschaft gemäß dem US Investment Company Act von 1940 in der jeweils gültigen Fassung führen würde;

(iv) wenn der Übertragungsempfänger eine US-Person oder eine im Auftrag oder namens einer US-Person handelnde Person ist; oder

(v) wenn der Übertragungsempfänger eine Nicht-Qualifizierte Person oder eine im Auftrag oder namens einer Nicht-Qualifizierten Person handelnde Person ist; oder

(vi) wenn der Übertragungsempfänger kein Sachkundiger Anleger ist; oder

(vii) wenn die Übertragung von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen würde, dass die Aktien in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass die Aktien weiterübertragen werden könnten und dass diese Übertragung nicht im Einklang mit diesem Emissionsdokument und der Satzung erfolgt; oder

(viii) wenn durch die Übertragung die Gesellschaft mehr als 100 Aktionäre bekommen würde.

und

(b) Voraussetzung für jede (zulässige oder vorgeschriebene) Übertragung ist,

(i) dass der Übertragungsempfänger keine Nicht-Qualifizierte Person ist und in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist;

(ii) dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt;

(iii) dass die Übertragung vom Verwaltungsrat genehmigt wird, wobei die Erteilung (oder Nicht-Erteilung) dieser Genehmigung allein in das Ermessen des Verwaltungsrates gestellt ist.

12. Ermittlung des Nettoinventarwertes.

12.1 Für die Gesellschaft wird der Nettoinventarwert im Einklang mit dem luxemburgischen Recht und der Satzung an jedem im Emissionsdokument dargelegten Bewertungstag bestimmt. Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der Euro.

12.2 Berechnung des Nettoinventarwertes

(a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft erfolgt nach Treu und Glauben in Luxemburg zu jedem Bewertungstag in der Referenzwährung der Gesellschaft.

(b) Die Zentralverwaltungsstelle berechnet den Nettoinventarwert unter der Aufsicht der Gesellschaft wie folgt:

(i) jede Aktie ist an der Gesellschaft entsprechend der ihr zurechenbaren Portfolio- und Ausschüttungsrechte, abzüglich der Verbindlichkeiten, beteiligt.

(ii) Der Nettoinventarwert je Aktie, wird wie folgt berechnet: Der Nettoinventarwert an dem jeweiligen Bewertungstag wird durch die Gesamtzahl der an diesem Bewertungstag ausstehenden Aktien dividiert. Der Nettoinventarwert wie folgt bestimmt, wobei das Emissionsdokument für spezifische Vermögenswerte Sonderregelungen enthalten kann:

(a) Vermögenswerte, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum zur Zeit der Inventarwertberechnung letzten bekannten Kurs bewertet.

(b) Vermögenswerte, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Inventarwertberechnung sein darf und den die Gesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere bzw. Geldmarktinstrumente verkauft werden können.

(c) Vermögenswerte, die weder an einer Börse notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden vorbehaltlich spezifischer mit dem Wirtschaftsprüfer abgesprochener Regelungen im Emissionsdokument zu ihrem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Gesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

(d) Anteile an Investmentfonds werden zu ihrem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung zuletzt festgestellten und erhältlichen Inventarwert, ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr, bewertet.

(e) Die liquiden Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung bewertet. Festgelder können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Gesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

(f) Alle nicht auf die Währung der Gesellschaft lautenden Vermögenswerte werden zu dem zum Zeitpunkt der Inventarwertberechnung zuletzt verfügbaren Devisenmittelkurs bewertet.

(g) Bei Derivaten ist im Hinblick auf die Nettoinventarwertberechnung zu unterscheiden: (i) An der Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelte Derivate (wie z.B. Optionen) werden grundsätzlich zu deren letztverfügbaren Börsenkursen bzw. Marktpreisen bewertet. (ii) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist nachvollzogen.

(h) Die auf Wertpapiere bzw. Geldmarktpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(i) Sämtliche sonstige Wertpapiere oder sonstige Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet wie dieser nach Treu und Glauben von der Gesellschaft und nach einem von ihr festgelegten Verfahren bestimmt wird. Das Emissionsdokument kann im Hinblick auf bestimmte Vermögenswerte besondere Vorschriften zur Bewertung festschreiben.

13. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie der Ausgabe und der Rücknahme.

13.1. Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und die Ausgabe von Aktien vorübergehend in den folgenden Fällen aussetzen:

(a) während einer Zeitspanne, wo ein wesentlicher Markt oder eine wesentliche Börse, an der ein erheblicher Teil der Anlagen der Gesellschaft notiert ist oder gehandelt wird, außerhalb der regulären Feiertage geschlossen ist oder während einer Zeitspanne in der Transaktionen erheblich beschränkt oder unterbrochen sind; oder

(b) während einer Zeitspanne, während, aus welchem Grund auch immer, der Wert der Vermögenswerte in die die Gesellschaft angelegt hat, nicht ermittelt werden kann; oder

(c) während des Bestehens einer Notfallsituation, die dazu führt, dass die Gesellschaft nicht über ihre Anlagen verfügen kann; oder

(d) während eines Zusammenbruchs der Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung der Preise der Anlagen der Gesellschaft oder des Tageskurses an einer Börse oder einem Markt eingesetzt werden; oder

(e) während einer Zeitspanne, während der die Überweisung von Geld in Bezug auf die Realisierung von oder die Zahlung auf Anlagen der Gesellschaft nicht durchgeführt werden kann; oder

(f) wenn die Aussetzung von Rechts wegen oder auf Grund eines rechtlichen Verfahrens vorgeschrieben ist; und/oder

(g) wenn der Verwaltungsrat entscheidet, dass andere außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen.

13.2 Eine solche Aussetzung kann von der Gesellschaft in der von ihr als angemessen angesehenen Form und denjenigen Personen mitgeteilt werden, die wahrscheinlich von der Aussetzung betroffen sein werden.

13.3 Die Ermittlung des Nettoinventarwertes der Aktien und die Ausgabe von Aktien an Zeichner können auch in dem Fall -und ab dem Zeitpunkt ausgesetzt werden, in dem eine Mitteilung veröffentlicht wird, mit der eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließen soll, einberufen wird.

14. Ertragsverwendung.

14.1 Jedes Jahr beschließt die Hauptversammlung der Aktionäre, auf der Grundlage eines Vorschlages des Verwaltungsrates, wie die Erträge zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten und der zugehörige Ertragsausgleich ist zu berücksichtigen.

14.2 Über die im vorstehenden Absatz genannten Ausschüttungen hinaus können auch Zwischenausschüttungen vorgenommen werden. Voraussetzung ist, dass nach der Ausschüttung das Nettovermögen der Gesellschaft noch mehr als 1.250.000 EUR beträgt.

14.3 Zahlungen erfolgen in der Referenzwährung. Ausschüttungen, die innerhalb von fünf Jahren, nachdem sie erklärt wurden, nicht geltend gemacht werden, verfallen zugunsten der Gesellschaft.

14.4 Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister eingetragene Adressen.

15. Hauptversammlung.

15.1 Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre. Sie hat die weitesten Befugnisse, um über alle Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

15.2 Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie, zu einer Stimme.

15.3 Beschlüsse werden vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen der auf dieser Versammlung anwesenden und ordnungsgemäß vertretenen Aktionäre gefasst. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre.

15.4 Die Aktionäre können sich auf der Hauptversammlung vertreten lassen. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Hauptversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

15.5 Aktionäre können auf schriftlichem Wege auf einer Hauptversammlung mittels eines hierfür erstellten Formulars abstimmen. Das Formular muss allgemeine Angaben zur jeweiligen Hauptversammlung, zum Aktionär und dessen Beteiligung, zur Tagesordnung und den zu fassenden Beschlüssen, sowie die Möglichkeit zur Zustimmung, Ablehnung und

Enthaltung aufführen. Das Formular muss mindestens 5 Tage vor der Hauptversammlung am Sitz der Gesellschaft eingegangen sein, es sei denn, der Verwaltungsrat trifft hiervon eine abweichende Bestimmung im Formular.

15.6 Die Hauptversammlung tritt auf Ladung des Verwaltungsrates zusammen. Hauptversammlungen der Aktionäre werden an dem Ort und an dem Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten, die in dem jeweiligen Ladungsschreiben angegeben sind. Die jährliche ordentliche Hauptversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in der Ladung bestimmten Ort am dritten Mittwoch im Juni eines jeden Jahres um 10.00 Uhr (Luxemburger Zeit) statt. Ist dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg, findet die Hauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag statt.

15.7 Eine Hauptversammlung kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Hauptversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des luxemburgischen Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Hauptversammlung veranlasst. Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

15.8 Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Hauptversammlung durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

15.9 Dem Verwaltungsrat steht es zu, weitere Bedingungen zur Teilnahme an Hauptversammlungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft zu bestimmen.

15.10 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

16. Verwaltungsrat.

16.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern. Der Verwaltungsrat wird von der Hauptversammlung bestellt. Die Hauptversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

16.2 Die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder darf sechs Jahre nicht überschreiten. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Hauptversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre werden bei der nächsten Hauptversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

16.3 Sofern eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wurde, muss diese juristische Person einen permanenten Vertreter benennen, um die Funktion des Verwaltungsratsmitglieds im Namen der juristischen Person zu erfüllen. Dieser Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Pflichten und trägt die gleiche Haftung, als würde er die Aufgabe auf eigene Rechnung erfüllen, unabhängig von der gemeinsamen Haftung des Vertreters und der juristischen Person. Die juristische Person kann den Vertreter nicht zurückziehen ohne gleichzeitig einen neuen Vertreter zu benennen.

17. Verwaltungsratssitzungen.

17.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit wird die Leitung durch den Stellvertreter wahrgenommen.

17.2 Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort im Großherzogtum Luxemburg zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält wenigstens 10 Tage vor der entsprechenden Sitzung eine schriftliche Einladung, welche das Datum, den Ort und die Zeit der Verwaltungsratssitzung enthält. In Dringlichkeitsfällen muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

17.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, Telegramm, E-Mail) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

17.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

17.5 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt.

18. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.

18.1 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

18.2 Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren benötigt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

19. Befugnisse des Verwaltungsrates.

19.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

19.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

19.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

19.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

19.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten.

Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

20. Interessenkonflikte.

20.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und die anderen Verwaltungsratsmitglieder werden darüber entscheiden, ob das Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen darf. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

20.2 Die Wirksamkeit eines Vertrags oder eines anderen Geschäfts zwischen der Gesellschaft und Dritten wird durch die Tatsache nicht berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dem Vertrag oder anderen Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Handlungsbevollmächtigte oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

20.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

20.4 Die Gesellschaft gibt sich eine Interessenkonfliktspolitik.

21. Anlagepolitik.

21.1 Das Gesellschaftsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne des Gesetzes von 2007 und den Anlagebeschränkungen gemäß Artikel 4 und Artikel 21 der Satzung in mehrere (mindestens vier) Infrastrukturfinanzierungen mit unterschiedlichen Risiken angelegt, wobei im Hinblick auf die Risikomischung stets die Anforderungen des deutschen Investmentrechts einzuhalten sind sowie die folgenden Höchstgrenzen gelten:

a) Die Gesellschaft kann grundsätzlich bis zu 30% des Nettofondsvermögens in Infrastrukturfinanzierungen eines Darlehensnehmers bzw. verbriefte Anlagen ein und desselben Emittenten anlegen, wie im Emissionsdokument näher beschrieben.

Die Gesellschaft kann auch mehr als 30% des Nettofondsvermögens anlegen in:

- für Anlagen in Titeln, die von einem Mitgliedsstaat der OECD oder seinen öffentlichen Gebietskörperschaften oder supranationalen Institutionen und Organisationen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder weltweiten Charakter ausgegeben oder besichert werden;

- für Anlagen in Zielfonds, die Anforderungen der Risikostreuung unterliegen, die den Anforderungen für spezialisierte Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 zumindest vergleichbar sind, vorausgesetzt diese qualifizieren als erwerbbarer Vermögensgegenstand im Sinne des § 2 Abs. 4 und die Gesellschaft beachtet hierbei die Anlagegrenze des § 90h Abs. 4 S. 1 des deutschen Investmentgesetzes. Für Zwecke der Anwendung dieser Begrenzung ist jeder Teilfonds eines

Zielfonds mit mehreren Teilfonds als separater Emittent zu betrachten, sofern der Grundsatz der Trennung der Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds gegenüber Dritten sichergestellt wird;

wobei ein Investment 50% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen darf.

b) Die Gesellschaft wird keine Leerverkäufe tätigen.

c) Im Rahmen der Nutzung derivativer Finanzinstrumente muss die Gesellschaft durch eine angemessene Diversifizierung der Basiswerte eine vergleichbare Streuung der Risiken sicherstellen. Im Hinblick darauf muss das Kontrahentenrisiko im Rahmen eines OTC-Geschäftes gegebenenfalls entsprechend der Eignung und Qualifikation der Gegenpartei eingeschränkt werden.

Die Gesellschaft wird primär in Infrastrukturfinanzierungen investieren, wie im Emissionsdokument genauer beschrieben.

Ferner kann die Gesellschaft in alle nach dem Gesetz von 2007 zulässigen Instrumente investieren, vorausgesetzt diese qualifizieren als erwerbbarer Vermögensgegenstand im Sinne des § 2 Abs. 4 und die Gesellschaft beachtet hierbei die Anlagegrenze des § 90h Abs. 4 S. 1 des deutschen Investmentgesetzes.

Derivate und Finanzinstrumente dürfen zu Absicherungszwecken eingesetzt werden, wenn diese auf einem geregelten Markt gehandelt werden oder auf freihändiger Basis mit erstklassigen Gegenparteien eingegangen werden, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind.

Der Erwerb von Unternehmensbeteiligungen ist auf maximal 20% des Nettofondsvermögens beschränkt. Die Gesellschaft wird keine Leerverkäufe tätigen und keine Kredite aufnehmen.

Bis zu 100% des Gesellschaftsvermögens können im Rahmen einer risikogemischten Anlagestrategie temporär in Bankguthaben investiert werden, wobei nicht mehr als 20% des Fondsvermögens bei einem Kreditinstitut angelegt werden dürfen.

21.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik zuständig. Der Verwaltungsrat ist befugt, das Fondsmanagement auf eine externe Fondsmanagementgesellschaft auszulagern, welche die Voraussetzungen für eine Auslagerung nach dem Gesetz von 2007 erfüllt. Im Emissionsdokument der Gesellschaft können Beschränkungen oder Bedingungen festgelegt werden, welche durch den Verwaltungsrat beachtet werden müssen. Die Entscheidung betreffend die Änderung der Anlagepolitik wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst.

22. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft.

22.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 15 dieser Satzung aufgelöst werden.

22.2 Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.1. dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Hauptversammlung vorgelegt. Die Hauptversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

22.3 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Hauptversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6.1 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Hauptversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Hauptversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

22.4 Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

22.5 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des Liquidators/der Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des luxemburgischen Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der «Caisse de Consignations» verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

23. Geschäftsjahr - Jahresabschluss.

23.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Januar eines jeden Kalenderjahres und endet am 31. Dezember des selben Kalenderjahres.

23.2 Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

23.3 Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden in Euro aufgestellt.

24. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresabschluss der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, welcher von der Hauptversammlung bestellt und von der Gesellschaft vergütet wird. Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

25. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Die Depotbank hat sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007 zu erfüllen.

26. Anwendbares Recht - Änderungen der Satzung.

26.1 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung, sowie dieser Satzung. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor.

26.2 Die Satzung kann durch eine Hauptversammlung der Aktionäre, welche den Quorums- und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden.

- Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Die erste ordentliche Hauptversammlung der Aktionäre findet am dritten Mittwoch des Monats Juni 2014 statt.

- Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Universal-Investment-Luxembourg S.A. vorgenannt, zeichnet 310 Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR).

Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

- Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf 1.200 Euro veranschlagt.

- Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

- Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die oben angeführte Partei, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Hauptversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Herr Jochen Begas, beruflich ansässig in 9A, rue Principale L-6985, Hostert, Luxembourg und geboren am 21.07.1954 in Frankfurt am Main (Deutschland),

2. Herr Holger Emmel, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach und geboren am 31.10.1978 in Traben-Trarbach (Deutschland);

3. Herr Stefan Rockel, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach und geboren am 14.03.1964 in Lauterbach (Deutschland);

5. Hr. Marc-Oliver Scharwath, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach und geboren am 01.09.1977 in Kaiserslautern (Deutschland);

Herr Jochen Begas wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre des Jahres 2014.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers Société coopérative, eine Genossenschaft, mit Sitz in 400 Route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre die über das am 31.12.2013 endende Geschäftsjahr beschließt.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: Emmel, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 avril 2013. Relation: RED/2013/620. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Kirsch.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Normalpapier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, den 25. April 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013053889/596.

(130065893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Equity Experts Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.810.

STATUTS

L'an deux mille treize, le onze avril.

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société Six Pack Holding B.V., avec siège social à Kooltjespad 12, 1261 DP Blaricum, Pays-Bas, immatriculée au Registre de Commerce ("Kamer van Koophandel") de Gooi-, Eem- et Flevoland sous le numéro 55463525,

ici représentée par Maître Jonathan BURGER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer lui-même.

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "EQUITY EXPERTS SARL", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. L'objet social principal de la Société est d'émettre des avis d'expertise, des recommandations, des analyses d'investissement à des fonds d'investissement et tout type de société, sans limite géographique.

La Société peut utiliser ses fonds pour constituer, administrer, développer et vendre ses portefeuilles d'actifs tel qu'ils seront constitués au fil du temps, acquérir, investir dans et vendre toute sorte de propriétés, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, notamment, mais non limité à des portefeuilles de valeurs mobilières de toute origine, pour participer dans la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'investissement, de souscription ou d'option des valeurs mobilières pour en disposer par voie de vente, transfert, échange ou autrement et pour les développer.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions Générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique Six Pack Holding B.V., prédésignée, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

L'associée unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la Société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Résolutions prises par l'associée unique

Et aussitôt, la comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire.
2. Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
3. Sont nommés gérants pour une durée illimitée:
 - Monsieur Vasco VAN DER FLIER, administrateur de sociétés, né à Alphen aan den Rijn (Pays-Bas), le 8 décembre 1982, demeurant au 4 Chemin de la Dole, Nyon, 1260, Suisse.
 - Monsieur Johannes NOOMEN, administrateur de sociétés, né à Amstelveen (Pays-Bas), le 14 mars 1967, demeurant à Rosso Enterprises, P.O. Box 10135, Diplomatic area, Manama, Bahrein.
4. La société est engagée par la signature conjointe d'au moins deux gérants.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. BURGER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 avril 2013 LAC/2013/17503. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013053997/136.

(130066058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 160.797.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gildan (Luxembourg) Financing Sàrl

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013054700/11.

(130067462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Good Flight Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.815.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Référence de publication: 2013054701/11.

(130067648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Fundgesco, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 152.326.

—
Par la présente je vous informe que je démissionne de mon poste de gérant de votre société, et ce avec effet immédiat.
Je vous remercie de la confiance qui m'a été accordée durant l'exercice de mon mandat,
Le 25 avril 2013.

Kelly MU YA MUKENDI.

Référence de publication: 2013054697/10.

(130066824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Fontanarosso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 43.268.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054688/10.

(130067573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

GRENADINE Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 117.308.

—
Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013054715/12.

(130066851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Harvest I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.873.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013054721/14.

(130067670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Corporate Loan Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Schaeffer.

R.C.S. Luxembourg B 176.820.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of the month of April.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. Mr Bart VANDERSHRICK, residing at 1, avenue des Ligures, MC-98000 Monaco,

2. Mr Frank BAMELIS, residing at 35, avenue des Papalins, MC-98000 Monaco,

both here represented by Mr Benoit TASSIGNY, private employee, residing professionally in 19, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert,

pursuant to two proxies dated 16 April 2013 which will be registered together with the present deed.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a société anonyme under the name of CORPORATE LOAN Capital S.A. which is hereby established as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name.

1.1 There is hereby formed a Luxembourg société anonyme (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

1.2 The Company exists under the name of "Corporate Loan Capital S.A.".

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand-Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder") or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The corporate object of the Company is to carry out securitisation transactions governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transaction by which it acquires or assumes, directly or indirectly through another entity, risks relating to claims or assets, including (but not limited to) loans, securities, financial instruments, receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

(a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies or undertakings and funds;

(b) acquire or assume, directly or through another entity or vehicle, the risks relating to the holding or ownership of claims, structured deposits, receivables and/or other goods, structured products relating to commodities or assets (including securities of any kind), either movable or immovable, tangible or intangible, and/or risks relating to liabilities or commitments of third parties or which are inherent to all or part of the activities undertaken by third parties;

(c) within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

(d) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge, assignment or other means over the assets and rights held by the Company;

(e) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

(f) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

(g) issue:

(i) bonds, notes or any other form of debt securities (including by way of participation interest) by way of private or public placement (whether listed on a stock exchange or not); or

(ii) securities, whether common or preferred shares (as the case may be), the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company. Such securities may be issued by way of private or public placement (whether listed on a stock exchange or not); and

(h) enter into arrangements with third parties in order to ensure the necessary liquidity for the operations of the Company, including in particular for the service of securities issued and the acquisition and assumption of risks, including through the entry into liquidity facility arrangements.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Share capital

Art. 5. Capital. The subscribed share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000), divided into thirty-one thousand (31,000) shares with no par value (the "Shares").

Art. 6. Form of the shares.

6.1 The shares are in registered form only (actions nominatives).

6.2 A share register of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

Art. 7. Shareholders' rights. The Shares shall rank pari passu and be identical in all respects, have equal voting rights, dividend and liquidation rights, without prejudice to the rights as they shall then be determined by these Articles and supplementary documentation.

Art. 8. Payment of shares. Payments on Shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on Shares will be charged equally on all outstanding Shares, which are not fully paid up.

Art. 9. Modification of capital.

9.1 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law in accordance with article 49-2 of the 1915 Law.

Chapter III. - Compartiments, Limited recourse, Subordination and Non petition

Art. 10. Compartiments. The Board of Directors is entitled to create one or more compartments, each corresponding to a separate part of the Company's estate.

Art. 11. Limited recourse.

11.1 The rights of holders of securities issued in respect of a compartment (the "Investors") and the rights of creditors that relate to or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a compartment (the "Creditors") are limited to the assets of that compartment, unless otherwise specified hereafter or agreed by the relevant holders of securities issued in respect of a compartment.

11.2 Unless otherwise specified hereafter or agreed by the relevant Investors in respect of a compartment, the assets of each compartment are exclusively available to satisfy the rights of the holders of securities issued in respect of that compartment and the rights of creditors that have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that compartment.

11.3 The rights of the holders of the Shares are limited to the assets of the Company which are not allocated to any compartment.

11.4 If, following the redemption or repayment in full of the securities issued in respect of a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and the release of all security created in respect of that compartment, there remain assets in such compartment, the Board of Directors may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

11.5 The Board of Directors (or its delegate) shall establish and maintain separate accounting records for each of the compartments of the Company for the purpose of ascertaining the assets affected to each compartment, such accounting records to be conclusive evidence of the assets contained in each compartment in the absence of manifest error. As and when several compartments have been created, the Company shall establish consolidated accounts. Such consolidated accounts of the Company, including all compartments, shall be expressed in the reference currency of the corporate capital of the company. The reference currencies of the compartments may be in different denominations.

11.6 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment shall be paid out of the general estate of the Company and in case of insufficiency of the general estate, in the following priority order:

In the case of any asset of the Company which the Board of Directors, or any person acting on behalf of the Board of Directors, does not consider is attributable to a particular compartment, the Board of Directors, or any person acting on behalf of the Board of Directors, shall have the reasonable discretion to determine the basis upon which any such asset shall be allocated or apportioned between compartments, and the Board of Directors shall have power at any time and from time to time to vary such basis. Fees, costs, expenses and other liabilities incurred on behalf of the Company as a whole shall be general liabilities of the Company and may be allocated by a decision of the Board of Directors to all compartments on a pro-rata basis and/or in accordance with the relevant issue documentation (if any).

11.7 The liquidation of a compartment may be decided by the Board of Directors, following the redemption or repayment in full of the securities issued in respect of that compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment and the release of all security created in respect of that compartment. The liquidation of a compartment will not generate the dissolution or liquidation of other compartments or the Company itself.

Art. 12. Subordination and Non Petition.

12.1 Any claims which the holders of the Shares may have against the Company (in such capacity) are subordinated to the claims which any creditors (including the Creditors), investors (including the Investors) and holders of other securities may have.

12.2 No shareholder may (i) petition for bankruptcy of the Company or, except as provided for under Article 27 hereof, request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (ii) seize any assets of the Company, unless so required by law.

12.3 In accordance with article 64 of the Securitisation Law, any investor in, and any Creditor of, the Company and any person which has entered into a contractual relationship with the Company agrees not to (i) petition for bankruptcy of the Company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the Company or (ii) seize any assets of the Company.

Chapter IV. - Bonds, notes and Other debt instruments

Art. 13. Registered or Bearer or Dematerialized form. The Company may issue bonds, commercial paper, notes, promissory notes or other debt instruments under registered or bearer or dematerialized form. Bonds, commercial paper, notes, certificates or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter V. - Directors, Board of directors, Independent auditors

Art. 14. Board of directors.

14.1 The Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three (3) directors (the "Directors" and each a "Director"), who need not be shareholders.

14.2 The Directors are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six (6) years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders or by the Sole Shareholder as the case may be. A Director will remain in function until his successor has been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six (6) years from the date of his election.

14.3 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement, or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

Art. 15. Meetings of the board of directors.

15.1 All decisions of the Board of Directors shall be taken at a meeting of the Board of Directors held in Luxembourg.

15.2 The Board of Directors shall elect a chairman (the "Chairman") from among its members, provided that the A Director shall not be appointed as Chairman. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

15.3 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. A convening notice for any meeting of the Board of Directors shall be sent to all the members of the Board of Directors in writing, or by fax or e-mail, at least three (3) calendar days before the date of the meeting except (i) in case of urgency or (ii) if all the Directors are present or represented at the meeting and waive the convening formalities or (iii) if all the Directors waive the convening formalities in writing, or by fax or e-mail, at or prior to the meeting. Furthermore, no specific convening notice shall be required for meetings of the Board of Directors to be held on dates previously scheduled and determined by the Board of Directors.

15.4 The Board of Directors can only validly meet and make decisions if all three (3) Directors are either present or represented by proxies. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint by phone or email another Director as his proxy, which is to be confirmed in writing at a later stage.

15.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast.

15.6 A Director may also participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the directors taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a Director in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the company. The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes to be held at the registered office of the company and to be signed by the Directors attending, or by the chairman of the Board of Directors or the chairman pro tempore, as the case may be.

15.7 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all three (3) Directors. Extracts shall be certified by two (2) Directors.

Art. 16. General powers of the board of directors.

16.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

16.2 The Board of Directors is authorised to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Law and in such manner as the Board of Directors deems appropriate as well as, for the avoidance of doubt, in accordance with the terms and conditions of the securities issued by the Company in the context of the securitisation of the relevant assets.

Art. 17. Delegation of powers.

17.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine.

17.2 The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 18. Representation of the Company.

18.1 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors acting jointly or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such power, provided that in all cases all signatures shall be made in Luxembourg.

18.2 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case a daily manager has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the daily manager, but only within the limits of such power.

Art. 19. Independent auditor. The Company is audited by one or several Independent auditor ("réviseur d'entreprises"), appointed by the Board of Directors and selected from the list of approved auditors held by the "Institut des Réviseurs d'Entreprises". The auditor's mandate is limited to one year but may be renewed for an infinite number of times.

Art. 20. Conflict of interests.

20.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has an interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm, provided that paragraph 20.3 is complied with.

20.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

20.3 In the event that any Director of the Company may have any opposing interest in any transaction of the Company, such Director shall make known to the Board of Directors such opposing interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

20.4 The provisions of the preceding paragraphs do not apply to decisions of the Board of Directors concerning day-to-day operations entered into under normal conditions.

Chapter VI. - General meeting of shareholders

Art. 21. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

21.1 The Company may have a Sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the Sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

21.2 If there is only one shareholder, that Sole Shareholder shall assume all powers conferred to the general meeting of shareholders and shall take the decision in writing.

21.3 In the event of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

21.4 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered Shareholder in compliance with the 1915 Law. It must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. In case all the shareholders are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements or formalities of publication. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five days before the date of the meeting.

21.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

21.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. Voting forms which show neither a vote in favor, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. For the calculation of the quorum, only the forms received by the company three days prior to the general meeting of shareholders they relate to shall be taken into account.

21.7 The shareholders are entitled to participate in the meeting by teleconference or by way of telecommunications allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means of communication must comply with technical features guaranteeing effective participation in the meeting whereof the deliberations are transmitted on a continuous basis.

21.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented.

21.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the form prescribed by these Articles and by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third (2/3) majority of the shareholders present or represented.

21.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Art. 22. Place and Date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the last Friday

of November at 02.00 P.M. If such day is a Saturday, Sunday or a public holiday, the annual general meeting of shareholders will be held on the next following business day.

Art. 23. Other general meetings. The Board of Directors may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent ten per cent (10%) of the capital of the Company.

Art. 24. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VII. - Business year, Distribution of profits

Art. 25. Business year.

25.1 The business year of the Company begins on the first day of June of each year and ends on the last day of May of the following year.

25.2 The Board of Directors shall draw up the balance sheet and the profit and loss account. It shall submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

Art. 26. Distribution of profits.

26.1 Each year at least five per cent (5%) of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth (1/10) of the capital of the Company.

26.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

26.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VIII. - Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation.

27.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders adopted in accordance with the procedure applicable to the amendment of the Articles or by a decision of the Sole Shareholder.

27.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders.

27.3 If no liquidators are appointed by the Sole Shareholder or the general meeting of shareholders, the Directors shall be deemed to be liquidator(s) vis-à-vis third parties.

Chapter IX. - Applicable law

Art. 28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Transitory provisions

The first accounting year begins on the date of incorporation and ends on 31st May 2014.

The first annual General Meeting will be held on the year 2014.

Subscription

The thirty-one thousand (31,000) shares representing the total share capital of the Company have been subscribed as follow:

- Mr Bart VANDERSHRICK, prenamed	15.500 shares
- Mr Frank BAMELIS, prenamed	15.500 shares
Total 31.000 shares	31.000 shares

All these shares have been paid up by the Shareholders to an extent of 100% (one hundred per cent) so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000) is at the free disposal of the Company, évidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The approximate amount of the costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated to EUR 1.700.-.

Resolutions of the shareholders

The above named persons, representing the whole of the subscribed share capital have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as directors until the annual general meeting to be held in 2018:

- Mr Frank Bamelis, born on April 2, 1968 in Kortrijk(B), residing 35, rue des Papalins, MC-98000 Monaco,
- Mr Piet Roels, born on September 17, 1971 in Kinshasa (RDC), residing 7, Rue de Kiem L-8281 Kehlen,
- Mr Bart Vandershrick, born on September 20, 1969 in Kortrijk (B), residing at 1, avenue des Lignes, MC-98000 Monaco

2. The following person is appointed as Independent Auditor (Réviseur d'Entreprises) of the Company until the annual general meeting to be held in 2014:

- PriceWaterhouseCoopers, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS number B 65 477.

3. The registered office of the Company is established at 5, Allée Schaeffer, L- 2520 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between English and the French versions, the English version will prevail. Whereof the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois d'avril.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Bart VANDERSHRICK, demeurant au 1, avenue des Lignes, MC-98000 Monaco,

2. Monsieur Frank BAMELIS, demeurant au 35, avenue des Papalins, MC-98000 Monaco,

tous ici représentés par Monsieur Benoit TASSIGNY, employé privé, demeurant professionnellement au 19, Grand-Rue, L-8510 Redange-sur-Attert,

en vertu de deux procurations datées du 16 avril 2013, lesquelles procurations resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Les parties comparantes, représentées comme dit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme sous la dénomination de CORPORATE LOAN Capital S.A. qu'elles déclarent constituer comme suit:

STATUTS

Chapitre I^{er} . - Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination sociale.

1.1. Par la présente, il est constitué une société anonyme luxembourgeoise (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"), ainsi que par les présents statuts (les "Statuts"). La Société sera soumise à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée ("Loi Titrisation").

1.2. La Société existe sous la dénomination: "Corporate Loan Capital S.A.".

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2. Il peut être transféré vers toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'actionnaire unique de la Société (l'"Actionnaire Unique") ou, en cas de pluralité d'actionnaires, par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3. Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social.

2.4. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. La décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet social de la Société consistera dans la réalisation d'opérations de titrisation soumises à et conformément à la Loi Titrisation.

3.2. La Société pourra conclure toute opération par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement à travers une autre entité, des risques liés à des créances ou des actifs, parmi lesquels (mais sans y être limité) des prêts,

des titres, des instruments financiers, des créances, des autres actifs ou obligations de tiers ou inhérents à tout ou à partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou la prise en charge de ces risques par la Société sera financée par l'émission de titres dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou assumés par la Société.

3.3. Nonobstant la généralité de ce qui précède, la Société peut en particulier:

(a) souscrire à ou acquérir de toute autre manière appropriée tous titres ou instruments financiers (au sens le plus large) émis par des institutions internationales ou organisations, Etats souverains, sociétés publiques et privées ou entreprises et fonds;

(b) acquérir ou assumer, directement ou indirectement à travers une autre entité ou véhicule, les risques liés à la détention ou la propriété de créances, dépôts structurés, obligations et/ou autres biens, produits structurés liés à des matières premières ou actifs (y inclus des titres de toute nature), meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, et/ou des risques liés à des obligations ou engagements de tiers ou qui sont inhérents à tout ou partie d'activités exercées par des tiers;

(c) dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation vendre, transférer, céder, nantir ou autrement disposer de ses actifs de la manière et pour une rémunération telle que le Conseil d'Administration ou toute personne nommée à cet effet approuvera à ce moment;

(d) dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelque façon que ce soit tous ses actifs, titres ou autres instruments financiers et accorder, dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation, toutes sortes de garanties ou sûretés, sous forme d'hypothèque, gage, nantissement, transfert de propriété ou autres sur les actifs et droits de la Société;

(e) dans le cadre de la gestion de ses biens, conclure des opérations de prêt de titres et de mise en pension (repo);

(f) conclure et exécuter des opérations sur des produits dérivés (incluant, de manière non-exhaustive, des contrats d'échange (swaps), des contrats à terme (futures), des contrats à terme de gré à gré (forwards) et des options) et toutes opérations similaires;

(g) émettre:

(i) des obligations ou toute autre forme de titres représentatifs de dette (y inclus sous forme de prêt participatif) par voie de placement privé ou par offre au public (qu'ils soient cotés sur une bourse ou non); ou

(ii) des titres, qu'ils soient ordinaires ou préférentiels (le cas échéant), dont le rendement ou la valeur dépendent des risques acquis ou assumés par la Société. Ces titres pourront être émis par placement privé ou par offre au public (qu'ils soient cotés sur une bourse ou non); et

(h) conclure des conventions avec des tiers afin d'assurer la nécessaire liquidité pour les opérations de la Société, dont en particulier pour servir les titres émis et l'acquisition et la prise de risques, entre autres par la conclusion de conventions de prêts de liquidité.

3.4. La Société peut prendre toute mesure pour protéger ses droits et faire toutes opérations quelconques qui sont directement ou indirectement liées à ou utiles pour son objet social et qui sont de nature à favoriser leur accomplissement et leur développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital social

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille Euros (31.000), divisé en trente et un mille (31.000) actions sans désignation de valeur nominale (les "Actions").

Art. 6. Nature des actions.

6.1. Les actions sont uniquement nominatives.

6.2. Un registre des actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre devra indiquer le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre des actions détenues par lui, le montant payé sur chaque action et la cession d'actions et les dates de pareilles cessions. La propriété des actions sera établie par l'enregistrement dans ce registre.

Art. 7. Droits des actionnaires. Les Actions ont un rang égal et sont identiques à tout égard, ont des droits de vote égaux, des droits aux dividendes et droits au boni de liquidation égaux, sans préjudice aux droits (qui seront déterminés par ces Statuts et toute documentation supplémentaire).

Art. 8. Versements. Les versements à effectuer sur les Actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera de temps à autre. Tout versement appelé s'imputera à parts égales sur l'ensemble des Actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 9. Modification du capital.

9.1. Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

9.2. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites prévues par la loi en conformité avec l'article 49-2 et suivants de la Loi de 1915.

Chapitre III. - Compartiments, Recours limité, Subordination et Renonciation d'agir en faillite

Art. 10. Compartiments. Le Conseil d'Administration est autorisé à créer un ou plusieurs compartiments, correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société.

Art. 11. Recours limité.

11.1. Les droits des détenteurs de titres émis en relation avec un compartiment (les "Investisseurs") et les droits de créanciers qui ont trait à ou qui sont nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment (les "Créanciers") sont limités aux actifs de ce compartiment, sauf disposition contraire ci-dessous ou convenue entre les détenteurs pertinents de titres émis en relation avec un compartiment.

11.2. Sauf disposition contraire ci-dessous ou convenue entre les Investisseurs pertinents en relation avec un compartiment, les actifs de chaque compartiment servent exclusivement à satisfaire les droits des détenteurs de titres émis en relation avec ce compartiment et les droits de créanciers qui sont nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

11.3. Les droits des détenteurs des Actions sont limités aux actifs de la Société qui ne sont pas attribués à aucun compartiment.

11.4. Si, après le rachat ou le remboursement en entier des titres émis en relation avec un compartiment et après avoir rempli entièrement et terminé toutes les obligations de la Société à l'égard des créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment et la mainlevée de toute sûreté créée en relation avec ce compartiment, des actifs subsistent dans un tel compartiment, le Conseil d'Administration peut attribuer ces actifs à un autre compartiment ou au patrimoine général de la Société.

11.5. Le Conseil d'Administration (ou son délégué) devra établir et maintenir des documents comptables séparés pour chaque compartiment de la Société aux fins d'identifier les actifs attribués à chaque compartiment, ces documents comptables constituant des preuves déterminantes des actifs contenus dans chaque compartiment en l'absence d'erreur manifeste. Si et quand plusieurs compartiments ont été créés, la société devra établir des comptes consolidés. Lesdits comptes consolidés, incluant tous les compartiments, devront être établis dans la devise du capital social de la société. Les devises de référence des compartiments peuvent être en différentes monnaies.

11.6. Les créances qui ne sont pas nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment particulier, peuvent être payées à partir du patrimoine général de la Société. et, en cas d'insuffisance du patrimoine général, dans l'ordre de priorité suivant:

Dans l'hypothèse où tout élément d'actif de la Société ne saurait être rattaché, de l'avis du Conseil d'Administration ou toute personne agissant pour compte de ce dernier, à un compartiment particulier, le Conseil d'Administration ou ce fondé de pouvoir dûment autorisé à cet effet pourra raisonnablement à sa discrétion déterminer la répartition selon laquelle cet élément d'actif est à attribuer ou partager entre plusieurs compartiments, et modifier à tout moment périodiquement cette répartition. Les honoraires, frais et autres charges exposés pour le compte de la Société dans son ensemble seront à considérer comme des charges générales de la Société et pourront être attribués, sur décision du Conseil d'Administration, au pro rata à tous les compartiments et/ou conformément à la documentation d'émission y afférente (le cas échéant).

11.7. La liquidation d'un compartiment peut être décidée par le Conseil d'Administration après le rachat ou le remboursement en entier des titres émis en relation avec ce compartiment et après avoir rempli entièrement et terminé toutes les obligations de la Société à l'égard des créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment et la mainlevée de toute sûreté créée en relation avec ce compartiment. La liquidation d'un compartiment n'aura pas pour effet d'entraîner la dissolution ou la liquidation des autres compartiments ou de la Société elle-même.

Art. 12. Subordination et Renonciation d'agir en faillite.

12.1. Tous les droits que pourraient avoir les détenteurs des Actions contre la Société (en cette capacité) sont subordonnés à tous les droits que tous les créanciers (y inclus les Créanciers), investisseurs (y inclus les Investisseurs) ou détenteurs d'autres titres pourraient avoir.

12.2. Aucun actionnaire ne peut (i) assigner la Société en faillite ou, excepté le cas prévu sous la clause 27 ci-dessous, requérir l'ouverture de toute autre procédure collective ou de réorganisation à l'encontre de la Société ou (ii) saisir les actifs de la Société, sauf en cas d'obligation légale.

12.3. Conformément à l'article 64 de la Loi Titrisation, tout investisseur dans et tout Créancier de la Société ainsi que toute personne dans une relation contractuelle avec la Société accepte de ne pas (i) assigner la Société en faillite ou de requérir l'ouverture de toute autre procédure collective ou de réorganisation à l'encontre de la Société ou (ii) saisir les actifs de la Société.

Chapitre IV. - Obligations et Autres titres représentatifs de dette

Art. 13. Nominatif, au porteur ou Dématérialisés. La Société pourra émettre des obligations, des billets de trésorerie, des billets à ordre ou autres titres représentatifs de dette sous forme nominative, au porteur ou dématérialisés. Ces

obligations, billets de trésorerie, billets à ordre, certificats ou autres titres représentatifs de dette sous forme nominative ne pourront pas être échangés ou convertis en titres au porteur.

Chapitre V. - Administrateurs, Conseil d'administration, Réviseurs d'entreprises

Art. 14. Conseil d'administration.

14.1. La Société doit être administrée par un Conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs (les "Administrateurs" et chacun un "Administrateur") qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

14.2. Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six (6) ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'Actionnaire Unique le cas échéant. Un Administrateur restera en fonction jusqu'à ce que son successeur aura été nommé. Si un Administrateur est élu sans indication de la durée de son mandat, il sera réputé avoir été élu pour six (6) ans à partir de la date de son élection.

14.3. En cas de vacance du poste d'un membre du Conseil d'Administration pour cause de décès, de démission ou pour une autre raison, les Administrateurs restant nommés de la sorte peuvent se réunir et élire, à la majorité des votes, un Administrateur pour remédier à cette vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires laquelle sera requise de ratifier cette élection.

Art. 15. Réunions du conseil d'administration.

15.1. Toute décision du Conseil d'Administration devra être prise lors d'une réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg.

15.2. Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le "Président"), sous réserve que l'Administrateur A ne soit pas élu en tant que Président. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par un Administrateur élu à cette fin parmi les Administrateurs présents à la réunion.

15.3. Les réunions du Conseil d'Administration se feront sur convocation par le Président ou par un Administrateur. Les convocations pour toute réunion du Conseil d'Administration devront être envoyées à tous les membres du Conseil d'Administration par écrit, ou par fax ou par e-mail, au moins trois (3) jours calendrier avant la date de la réunion sauf (i) en cas d'urgence ou (ii) si tous les Administrateurs sont présents ou représentés lors de la réunion et renoncent aux formalités de convocation ou (iii) si tous les Administrateurs renoncent aux formalités de convocation par écrit, ou par fax ou par e-mail, lors ou avant la réunion. En outre, une convocation particulière ne sera pas nécessaire pour des réunions du Conseil d'Administrations à tenir à des dates précédemment fixées et déterminées par le Conseil d'Administration.

15.4. Le Conseil d'Administration ne peut valablement se réunir et statuer que si tous les trois (3) Administrateurs sont présents ou représentés par procuration. Tout Administrateur pourra agir lors de toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit un autre Administrateur en tant que mandataire. Un Administrateur peut également désigner par téléphone ou email un autre Administrateur en tant que mandataire, une telle désignation étant à confirmer ultérieurement par écrit.

15.5. Toute décision du Conseil d'Administration exige une majorité simple des voix exprimées.

15.6. Un administrateur peut également participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visioconférence et moyens de communication similaires permettant aux administrateurs de prendre part à la réunion, d'être identifié et de délibérer. La participation d'un administrateur à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence et moyens de communication similaires sera considérée comme une participation en personne audit Conseil d'administration et la réunion sera considérée comme tenue au siège social de la société. Les décisions du Conseil d'Administration seront consignées dans un procès-verbal qui devra être conservés au siège social et signés par les administrateurs présents, ou par le président du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, par le président pro tempore.

15.7. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration devront être signés par tous les trois (3) Administrateurs. Les extraits seront certifiés par deux (2) Administrateurs.

Art. 16. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

16.1. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

16.2. Le Conseil d'Administration est autorisé à transmettre, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi Titrisation et d'une manière telle que le Conseil d'Administration considère comme appropriée ainsi que, afin d'éviter tout doute, conformément aux modalités des titres émis par la Société dans le contexte de la titrisation des actifs concernés.

Art. 17. Délégation de pouvoirs.

17.1. Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour cette gestion journalière des affaires, selon les modalités et avec les pouvoirs que le Conseil d'Administration décidera.

17.2. Le Conseil d'Administration pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous dirigeants et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 18. Représentation de la société.

18.1. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir, sous réserve, dans tous les cas, que toutes signatures seront faites à Luxembourg.

18.2. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera également engagée, si un administrateur aura été nommé pour la gestion journalière des affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour cette gestion journalières des affaires, par la seule signature de cet administrateur, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 19. Réviseur d'entreprises.

19.1. Les comptes de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) indépendant(s) nommé(s) par le Conseil d'Administration et choisi dans la liste des réviseurs agréés tenue par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Le mandat de réviseur est limité à un an mais il peut être renouvelé de manière indéfinie.

Art. 20. Conflit d'intérêts.

20.1. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et toute autre société ou entreprise ne seront affectés ou annulés du fait qu'un ou plusieurs des Administrateurs ou dirigeants de la Société ont un intérêt dans, ou du fait qu'il soit administrateur, collaborateur, dirigeant ou employé de cette autre société ou entreprise, à condition que le paragraphe 20.3 soit respecté.

20.2. Tout Administrateur ou dirigeant de la Société qui agit comme administrateur, dirigeant ou employé de toute société ou entreprise avec laquelle la Société doit contracter ou autrement s'engager en affaires ne doit pas, seulement du fait de cette affiliation avec cette autre société ou entité, être empêché de considérer et de voter ou d'agir sur toutes matières en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

20.3. Dans le cas où un Administrateur de la Société aurait un intérêt opposé dans une opération de la Société, cet Administrateur doit informer le Conseil d'Administration de cet intérêt opposé et ne doit pas prendre en considération ou voter sur une telle opération, et cette opération, et l'intérêt de l'Administrateur y relatif doit être mentionné à la suivante assemblée générale des actionnaires de la Société.

20.4. Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux décisions du Conseil d'Administration concernant des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Chapitre VI. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 21. Pouvoirs de l'actionnaire unique / Assemblée générale des actionnaires.

21.1. La Société peut comporter un Actionnaire Unique lors de sa constitution ou par la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire Unique n'entraînent pas la dissolution de la Société.

21.2. S'il y a seulement un actionnaire unique, cet Actionnaire Unique assume tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

21.3. En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

21.4. Toute assemblée générale sera convoquée par des convocations envoyées à chaque actionnaire nominatif conformément à la loi de 1915. Elle doit être convoquée suite à la demande d'actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société pourront demander l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale d'actionnaires. Cette demande devra être envoyée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq jours avant la date de l'assemblée.

21.5. Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (par fax, e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et qui est par conséquent autorisé à voter par procuration.

21.6. Les actionnaires peuvent voter par correspondance, au moyen d'un formulaire mentionnant l'option pour un vote positif ou négatif ou une abstention. Les formulaires de vote qui ne mentionnent ni un vote en faveur, ni un vote en défaveur d'une résolution, ni une abstention, seront nuls. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société trois jours avant la réunion de l'assemblée générale à laquelle ils ont trait.

21.7. Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens de communication doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

21.8. Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée générale annuelle ou l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la portion du capital représentée.

21.9. Une assemblée générale extraordinaire convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications proposées des Statuts. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une deuxième assemblée pourra être convoquée, dans la forme prescrite par les Statuts et la loi. Cette convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et les résultats de l'assemblée précédente. La seconde assemblée pourra valablement délibérer quelle que soit la proportion du capital social représentée. Aux deux assemblées, les résolutions, afin d'être adoptées, devront être adoptées à la majorité des deux tiers (2/3) des actionnaires présents ou représentés.

21.10. Toutefois, la nationalité de la Société ne pourra être modifiée et les engagements des actionnaires ne pourront être augmentés ou réduits que par l'accord unanime de tous les actionnaires et en conformité avec toute autre exigence légale.

Art. 22. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations convoquant l'assemblée à Luxembourg le dernier vendredi du mois de novembre à 14.00 heures. Dans le cas où ce jour constituait un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 23. Autres assemblées générales. Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée à la demande d'actionnaires représentant ensemble dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Art. 24. Voix. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire pourra agir lors de toute assemblée générale, même l'assemblée générale annuelle des actionnaires, en désignant par écrit une autre personne en tant que mandataire.

Chapitre VII. - Exercice social, Répartition des bénéfices

Art. 25. Exercice social.

25.1. L'exercice social commence le premier juin de chaque année et finit le dernier jour de mai de l'année suivante.

25.2. Le Conseil d'Administration devra établir le bilan et le compte de profits et pertes. Il devra soumettre ces documents avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises externes qui établiront un rapport contenant des commentaires sur ces documents.

Art. 26. Répartition des bénéfices.

26.1. Chaque année, cinq pour cent (5%) au moins des bénéfices devront être attribuées à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale aura atteint au moins un dixième (1/10^e) du capital social de la Société.

26.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices.

26.3. Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Chapitre VIII. - Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution, Liquidation.

27.1. La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts ou par une décision de l'Actionnaire Unique.

27.2. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'Actionnaire Unique ou l'assemblée générale des actionnaires.

27.3. A défaut de nomination de liquidateurs par l'Actionnaire Unique ou l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Chapitre IX. - Loi applicable

Art. 28. Loi applicable. Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront déterminées en conformité avec la Loi de 1915 ainsi que la Loi Titrisation.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 mai 2014. La première Assemblée Générale annuelle se tiendra dans l'année 2014.

Souscription

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants déclarent qu'ils ont souscrit trente-et-un mille (31.000) actions représentant la totalité du capital social de la Société comme suit:

- Monsieur Bart VANDERSHRICK, prequalifié	15.500 actions
- Monsieur Frank BAMELIS, prequalifié	15.500 actions
Total	31.000 actions

Toutes ces actions ont été libérées par les Actionnaires à hauteur de 100% (cent pour cent) de sorte que le montant de trente-et-un mille Euro (31.000 €) est mis à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été présentée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.700.-.

Résolutions de l'associé unique

Les associés ci-dessus prénommés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en tant qu'administrateurs jusque l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2018:

- Monsieur Frank Bamelis, né le 2 avril 1968 à Kortrijk(B), demeurant 35, rue des Papalins, MC- 98000 Monaco
- Monsieur Piet Roels, né le 17 septembre 1971 à Kinshasa (RDC), demeurant 7, Rue de Kiem L-8281 Kehlen
- Monsieur Bart Vanderschrick, né le 20 septembre 1969 à Kortrijk (B), demeurant 1, avenue des Lignes, MC-98000 Monaco

2. La personne suivante sera nommée réviseur d'entreprises de la société jusque l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2014:

- PriceWaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS Luxembourg B 65 477.

3. Le siège social de la société est établi à 5, allée Schaeffer, L-2520 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite, la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 avril 2013. Relation: RED/2013/631. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 25 avril 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013053947/688.

(130066158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

FLZ, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2177 Luxembourg, 10, rue Nicolas Majerus.

R.C.S. Luxembourg B 98.604.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013054685/10.

(130067201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Forum International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 144.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054691/10.

(130067543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

FRBL022011 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 159.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054695/10.

(130066919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Grace Bay III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 171.942.

Les comptes annuels, pour la période du 3 octobre 2012 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054702/11.

(130066848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

International Fund Services & Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 79.581.

Der Verwaltungsrat hat zur Kenntnis genommen, dass Herr Dieter Peter, geboren am 20.09.1964 sein Mandat als Direktor mit Wirkung zum 31.03.2013 niedergelegt hat.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 26.04.2013.

Rüdiger Herres / Karsten Lehn

Leiter Recht und Compliance / Direktor

Référence de publication: 2013054750/13.

(130067260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Intelsat Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 149.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054773/9.

(130066830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Intelsat Jackson Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054774/9.

(130066827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Intelsat Operations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 156.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054775/9.

(130066826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Intercapital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054776/9.

(130066917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Intercapital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 79.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054777/9.

(130067520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

International Packaging Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 74.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054778/9.

(130067065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

International Steel Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 90.602.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054781/9.

(130066962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

**Amplio Energy S.A., Société Anonyme,
(anc. Sungem Holding S.A.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 132.826.

L'an deux mille treize, le seize avril.

Par-devant Maître Martine Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "SUNGEM HOLDING S.A.", R.C.S. Luxembourg N° B 132.826, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 11 octobre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2649 du 20 novembre 2007.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire, en date du 27 avril 2009, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 1133 du 9 juin 2009.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Rachel UHL, juriste, domiciliée professionnellement au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire et l'Assemblée élit comme scrutateur Monsieur Denis BREVER, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,

Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les quatre cent soixante-neuf (469) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de quarante-six mille neuf cents euros (EUR 46.900,-), sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de la société en "AMPLIO ENERGY S.A." et modification subséquente de l'article 1 alinéa 1 des statuts.

2. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

La dénomination sociale de la Société est changée en "AMPLIO ENERGY S.A."

En conséquence, l'article 1 alinéa 1 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de AMPLIO ENERGY S.A.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. UHL, D. BREVER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 18 avril 2013. Relation: LAC/2013/17954. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013054357/45.

(130065881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

INA Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 175.250.

Les statuts coordonnés au 8 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2013054764/11.

(130067207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Immobilière de la Ville Haute S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.

R.C.S. Luxembourg B 84.314.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

IMMOBILIERE DE LA VILLE HAUTE S.A.

Référence de publication: 2013054762/11.

(130066786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Immo-Constructions I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rôlach.

R.C.S. Luxembourg B 138.104.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013054761/10.

(130067199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

8a+ SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.470.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 16 Avril 2013:

Sont réélus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2014:

- Mr Marco Bartolomei, président du Conseil d'Administration,

4, Piazza Monte Grappa, I-21100 Varese

- Mr Sante Jannoni, membre du Conseil d'Administration,

118, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

- Mr Andrea Pastorelli, membre du Conseil d'Administration,

4, Piazza Monte Grappa, I-21100 Varese

- Mr Nicola Morelli Stefani, membre du Conseil d'Administration,

4, Piazza Monte Grappa, I-21100 Varese

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 8a+ Sicav

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Francesco Molino / Guillaume André

Director / Director

Référence de publication: 2013055872/22.

(130067825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

PH Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 87.111,78.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 141.280.

EXTRAIT

En date du 16 avril 2013, PH Holdings, L.P., a transféré toutes ses huit millions sept cent onze mille cent soixante dix-huit (8.711.178) parts sociales dans la Société à Old Mill Holdings, Ltd., une société existante sous les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et immatriculée auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-276170, qui devient ainsi l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013055893/18.

(130067619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Pacific Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 106.799,64.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 141.286.

EXTRAIT

En date du 16 avril 2013, Mutiara Pasifik Investment, L.P., a transféré toutes ses dix millions six cent soixante dix-neuf mille neuf cent soixante quatre (10.679.964) parts sociales dans la Société à Eagles Crest International, Ltd., une société existante sous les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et immatriculée auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-276171, qui devient ainsi l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013055892/18.

(130067640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

PHND S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 88.480,93.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 139.205.

EXTRAIT

En date du 16 avril 2013, PH Holdings, L.P., a transféré toutes ses huit millions huit cent quarante huit mille quatre vingt treize (8.848.093) parts sociales dans la Société à Old Mill Holdings, Ltd., une société existante sous les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et immatriculée auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-276170, qui devient ainsi l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013055894/18.

(130067633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

**Team Protec, Société à responsabilité limitée,
(anc. Côté Cave S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-3753 Rumelange, 1A-1B, rue Steinberg.

R.C.S. Luxembourg B 93.451.

—
Extrait de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2013

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société TEAM PROTECT S.A., tenue en date du 24 avril 2013 que:

- 1) L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Fabrice Lallemand du poste de gérant avec effet immédiat.
- 2) L'Assemblée nomme à l'unanimité Monsieur David Desseaux né le 16/11/1969 à Thionville (France) demeurant professionnellement 1A 1B, rue Steinberg à L-3753 RUMELANGE en qualité de gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013055830/18.

(130067856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Timbercreek Real Estate Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 144.640.

—
Mit Wirkung zum 25. April 2013 wurden die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder:

Herr Marco Schmitz

Herr Gilles Dusemon

Herr Dr. Janssen

bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014 verlängert.

Die Generalversammlung der Aktionäre hat mit Wirkung vom 25. April 2013 KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, Rue Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg als Wirtschaftsprüfer für die Dauer eines Jahres bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014 gewählt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg.

Référence de publication: 2013055818/18.

(130067795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

TSD IP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 32, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 167.388.

—
Extrait du contrat de cession de parts

En date du 30 avril 2013, Madame Sundhevy OUM-DEBRAND a transféré toutes ces parts sociales détenues dans la société de la manière suivante:

33 parts sociales avec une valeur nominale d'EUR 125 à Thierry DUHR, né le 19 juin 1960 à Longeville les Metz, France, demeurant à 95A, rue Laurent Ménager, L-2143 Luxembourg.

Par conséquent Thierry DUHR est l'associé unique de la société et détenteur de 100 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013055842/18.

(130068621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Wycombe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 56.425.

Cette version remplace le document publié le 11/10/2012 sous la référence L120175066

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 14/09/2012 à Luxembourg

L'Assemblée renouvelle pour une période de 6 ans le mandat des Administrateurs et du Commissaire sortants, à savoir Messieurs ZEIMET Jean-Bernard, 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg, MARECHAL Joël, 29, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, Mme HENOUMONT Nicole, 8A, rue de Grumelange, B-6630 Martelange en tant qu'administrateurs et la société LATIS S.A. 29 Avenue de la Porte-Neuve, L- 2227 LUXEMBOURG en tant que commissaire aux comptes.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire à tenir en 2018

Pour copie conforme

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013055864/17.

(130068330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

4Needs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 160.828.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks veroffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 31.04.2013.

Für: 4NEEDS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013055870/16.

(130068275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

UBI Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.255.

Extrait des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire, qui s'est tenue le 22 mars 2013, au siège social à Luxembourg.

L'assemblée, sous réserve d'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, désigne jusqu'à l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2014 deux nouveaux administrateurs, à savoir:

- Monsieur Andrea PENNACCHIA
- Monsieur Glenwyn BAPTIST

Suite à ces nominations la composition du Conseil d'Administration sera comme suit:

- Monsieur Massimo AMATO,
- Madame Suzanne ROHE,
- Monsieur Alex SCHMITT,
- Monsieur Andrea PENNACCHIA,
- Monsieur Glenwyn BAPTIST,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UBI MANAGEMENT COMPANY S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013055846/21.

(130068630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Mutiara Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 87.809,62.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 141.283.

—
EXTRAIT

En date du 16 avril 2013, Mutiara Pasifik Investment, L.P., a transféré toutes ses huit millions sept cent quatre vingt mille neuf cent soixante deux (8.780.962) parts sociales dans la Société à Eagles Crest International, Ltd., une société existante sous les lois des Iles Caïmanes, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et immatriculée auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-276171, qui devient ainsi l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013055890/18.

(130067644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Adjutoris Conseil, Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 18, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 105.897.

—
Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg le 26 mars 2013.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide le renouvellement des mandats des administrateurs sortants pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale ordinaire de 2014 à l'exception de Monsieur Pierre-Marie Valenne qui ne souhaite pas se représenter. L'Assemblée Générale décide, en outre, la nomination de Monsieur Hervé Ordioni en qualité d'administrateur pour un même terme d'un an, domicilié professionnellement 2 avenue de Monte-Carlo 98006 Monaco.

L'Assemblée décide également le renouvellement du mandat d'administrateur-délégué de Jean-Marc Robinet pour une période d'un an.

L'Assemblée décide aussi le renouvellement du mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. en qualité de Réviseur d'entreprises pour une nouvelle période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale ordinaire de 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 28 mars 2013.

Jean-Marc Robinet / Marc Ambrosien

Administrateur-Délégué / Administrateur

Référence de publication: 2013055898/21.

(130068647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Variofin SA, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.975.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'actionnaire unique prise en date du 10 avril 2013 que:

- PENT ALPHA LTD. ayant son siège social à St Vincent Trust Service Ltd, Trust. House, 112, Bonadie Street, Kingstown, St Vincent & The Grenadines, enregistrée auprès du Registrar of international Business Companies avec le numéro 13426 IBC 2006, a été nommée administrateur unique de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour VARIOFIN S.A.

Référence de publication: 2013055855/15.

(130068001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

SKM Krieger S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 155.756.

Ich Unterzeichneter, Heinz Dieter Merz, kündige hiermit in meiner Funktion als technischer Geschäftsführer der Gesellschaft „SKM KRIEGER S.à.r.l.“ (B155756) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 30. April 2013.

Merz Heinz Dieter.

Référence de publication: 2013055921/9.

(130068174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Wattshow S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 141.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013055862/9.

(130068398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Vleeshouwers GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 146.855.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013055853/9.

(130068380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Aulien S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 164.320.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 26 avril 2013 a pris note du renouvellement de candidature de

Mazars Luxembourg, réviseur d'entreprises, 10A rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, RCS Luxembourg n°B 159 962

aux fonctions de Réviseur d'entreprises agréée de la société.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 30 avril 2013.

Pour AULIEN S.C.A., SICAV-SIF

Société en commandite par actions sous forme d'une société d'investissement à capital variable
fonds d'investissements spécialisés (SICAV-SIF)

Référence de publication: 2013055280/18.

(130068403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.
